

Quartiers sensibles, classes dangereuses ? Enquête sur la reformulation de la question sociale après l'émeute de Vaulx-en-Velin (1990).

Sylvie Tissot, Cultures et sociétés urbaines (CSU)

Le 6 octobre 1990, dans une commune de la banlieue de Lyon, une moto se renverse au niveau d'un barrage de police qui cherche à la stopper. La mort du passager, un jeune handicapé, Thomas Claudio, déclenche la colère des jeunes de Vaulx-en-Velin. Des affrontements avec la police ont lieu, un incendie démarre au centre commercial, qui est dévalisé.

L'événement a été longuement commenté, des années mêmes après ce mois d'octobre 1990. Il connaît un destin tel qu'il prend place, dans les chronologies officielles de la politique de la ville, comme une deuxième date de naissance : dix ans après les "rodéos des Minguettes" de l'été 1981, il semble évident que "Vaulx-en-Velin" marque, dans ces chronologies officielles, une nouvelle étape dans la prise de conscience d'un problème jusque-là nié ou occulté, suivie d'efforts redoublés de l'administration pour le résorber. Quelques semaines plus tard, le Président de la République n'annonce-t-il pas la création d'un ministère de la ville, puis l'extension des dispositifs de la politique de la ville, visant à la réhabilitation et au développement social des quartiers d'habitat social ?

Il vaut toutefois la peine de s'attarder plus longuement sur la manière dont cette émeute a été racontée, analysée et interprétée. En effet dans les articles de presse et les débats parlementaires alors consacrés aux « émeutes » se joue autre chose qu'un nouvel épisode de la politique de la ville née à la fin des années 1970. Ces discours donnent à voir la naissance d'un « problème social » – le problème des quartiers dits sensibles – et surtout la manière dont il est alors construit¹.

¹ Ce texte est extrait d'un travail de thèse : *Réformer les quartiers. Enquête sur une catégorie de l'action publique*, sous la direction de Christian Topalov, Ecole des hautes études en sciences sociales, 2002. Il s'appuie sur un corpus composé de cinq grands quotidiens nationaux (*Le Monde*, *Libération*, *Le Figaro*, *L'Humanité*, *Le Parisien*), d'un quotidien régional (*Le Progrès de Lyon*), et de trois hebdomadaires (*Le Nouvel Observateur*, *L'Express* et *Le Point*) pendant la semaine du 8 au 13 octobre 1991. A cela s'ajoutent les débats parlementaires consacrés à la loi d'orientation sur la ville les 28, 29, 30 et 31 mai, 27 juin et 3 juillet 1991 à l'Assemblée nationale et les 19 et 20 juin et 2 juillet 1991 au Sénat.

De l'événement singulier au problème national

En 1990, tous les journaux s'emparent immédiatement du sujet. À partir du lundi 8 octobre 1990 et dans la semaine qui suit, les émeutes font trois fois la "une" du *Monde*, trois fois celle de *Libération*, quatre fois celle du *Figaro*, deux fois celle de *L'Humanité* et deux fois celle du *Parisien*. Les hebdomadaires *Le Nouvel Observateur*, *L'Express* et *Le Point* annoncent l'événement en couverture, et le traitent sur deux ou trois pages intérieures, en les accompagnant de photos.

Mais le traitement n'est pas seulement plus important, bien plus notamment que la couverture des rodéos des Minguettes en 1981. Les commentaires se situent d'emblée à un haut niveau de généralité. En 1981, les rodéos des Minguettes sont présentés comme des événements locaux, que les journalistes cherchent à expliquer à partir de la situation locale. En 1990, comme le montre clairement la première "une" consacrée aux émeutes par *Le Monde*, c'est d'emblée un problème général qui est évoqué.

Dans tous les gros titres des organes de presse, les lieux du décès et de l'émeute, Vaulx-en-Velin, sont présentés comme un cas particulier d'une catégorie générique : la banlieue à problèmes, le quartier en cours de réhabilitation. "Et la banlieue modèle s'embrasa...", titre *Le Nouvel Observateur*, enchaînant par le "chapeau" suivant : "On l'avait pourtant "réhabilitée", rendu plus vivable, cette cité-dortoir près de Lyon...". L'article du *Point* du 15 octobre 1990 est intitulé : « Ces banlieues qui font peur à la France », suivi de cette phrase : "La révolte de quelques centaines de jeunes exclus de la banlieue lyonnaise est un sérieux avertissement pour Rocard et sa politique des "cages d'escalier". Et elle pose le problème des villes à deux vitesses ».

Les débats parlementaires qui ont lieu en juin 1991 sur la loi annoncée dès décembre 1990 pour lutter contre les « ghettos », la Loi d'orientation pour la ville, constituent un autre lieu d'observation de la manière dont ces territoires sont érigés en acteurs de l'histoire. Le ministre de la ville Michel Delebarre parle des "explosions de colère qu'ont connues des quartiers", le ministre du logement Paul Quilès des "événements qui, cette fin de semaine encore, ont secoué certaines villes de France", Michel Giraud (RPR) de "l'agitation qui a secoué telle ou telle de nos grandes cités", et Jacques Brunhes (PC) de "nos banlieues (...) qui sont de plus en plus secouées par des actes de violence". Les mots "quartiers" ou

“ banlieues ” forment souvent les sujets des phrases : “ Les banlieues craquent de ne plus pouvoir supporter cet apartheid social, économique et culturel ”, dit Paul Loridant (PS).

La politique de réhabilitation et la proportion de logements HLM forment les principaux critères de description du quartier du Mas-du-taureau. Et progressivement, les lieux ne sont plus appréhendés dans leur singularité mais comme les emblèmes d’un type de lieu ou d’événement.

C’est d’abord le ghetto : “ Vaulx-en-Velin, Sartrouville, Mantes-la-Jolie sont [...] l’illustration de ce qu’il ne faut pas faire, l’illustration d’un urbanisme de “ zoning ” datant des années 1950 qui nous a conduits tout droit à l’urbanisme de ghetto ” (Bernard Carton, PS). Les noms de lieux peuvent aussi former une chronologie de l’actualité de la banlieue : “ Vaulx-en-Velin, Sartrouville, Le Chaudron, Mantes-la-Jolie ” (Georges Othily, PS) ; “ Hier Vénissieux, Sartrouville, Le Chaudron, Vaulx-en-Velin ! Aujourd’hui Mantes-la-Jolie ” (Robert, PC).

Le regard s’éloigne des acteurs de Vaulx-en-Velin, policiers, jeunes, habitants du quartier ou de la ville. L’« émeute de Vaulx-en-Velin » marque ainsi un moment important dans la construction, l’imposition et la diffusion d’une grille de lecture par laquelle un certain nombre d’événements vont être systématiquement renvoyés à un problème générique, celui des « quartiers sensibles », catégorie associée d’emblée à l’action menée depuis la fin des années 1970 pour les réhabiliter.

Un épisode dans une histoire plus longue

De fait, quand les événements du 6 octobre 1990 sont évoqués dans la presse, le récit part immédiatement quelques années en arrière. L’article du *Nouvel Observateur* du 11 octobre 1990 commence ainsi :

“ Cette ville de quarante-cinq mille habitants, de l’agglomération lyonnaise, cela fait près de cinq ans qu’ils se sont attelés à la transformer, à lui donner un visage plus humain. Depuis cinq ans, et encore plus depuis la signature, début 1987, de la première convention du développement social des quartiers, entre la ville, la communauté urbaine de Lyon et l’État, Vaulx-en-Velin s’était mise au travail. Objectif : “ Redensifier ”, comme on dit, cette immense ZUP construite au début des années 70 et qu’habite 53 % de la population de la commune. En faire quelque chose qui ressemble à une ville. [...] En cinq ans, les bâtiments ont été réhabilités, les façades ravalées en couleurs, les logements de près de deux mille, rénovés. On a redessiné les espaces verts entre les immeubles,

réintroduit des pavillons en bas des tours. Le Mas du Taureau, le quartier incendié le week-end dernier, avait été récemment réaménagé... ”.

Les “ flash back ” sont annoncés par l’opposition de deux événements : les émeutes et l’inauguration, quelques jours plus tôt, d’un mur d’escalade. Le journaliste du *Nouvel Observateur* s’attarde sur cette réalisation, devenue, dans plusieurs articles, le symbole de la bonne volonté réformatrice.

“ Quarante-sept mètres de grimpe adossés au mur d'une des tours. Recouvert d'une lumineuse bâche fushia, le mur, œuvre d'un alpiniste savoyard, a été inauguré en grande pompe, il y a dix jours, en présence du tout-Lyon ”.

En mettant en relation les deux événements, les journalistes jouent sur le paradoxe : comment les émeutes ont-elles pu surgir alors que tout a été fait pour améliorer la vie dans ce quartier ? Dans le même temps, un lien est établi entre la mort du jeune et la politique de réhabilitation. En effet, une fois le mur d’escalade évoqué, le journaliste reprend le cours des événements du week-end, mais ces derniers prennent un tout autre sens. Détachés de l’actualité immédiate, ils s’inscrivent dans le cours d’une histoire porteuse d’espoir qu’ils viennent troubler, l’histoire de la politique de réhabilitation :

“ Comment mieux dire que municipalité, urbanistes, éducateurs ont réussi. Tous le croient. Peut-être même Vaulx-en-Velin va-t-il devenir un modèle, un phare, un symbole ? Et puis brusquement, samedi 6 octobre, vers 15 heures, tout dérape ”.

Néanmoins, le lecteur n’est pas d’emblée, dans tous les organes de presse, convié à interpréter ce qui s’est passé dans la continuité de l’histoire des quartiers en réhabilitation. Les problèmes sociaux naissent au moment où le choix se fait de les poser d’une certaine manière, et donc d’écarter d’autres interprétations : l’édition du 8 octobre 1990 de *Libération* constitue à cet égard un moment intéressant. Un éditorial ouvre la double page “ L’événement ” et il égrène les noms de jeunes morts lors d’altercations avec la police. Thomas Claudio figure à la fin de la liste :

“ À Lyon, c’est une longue liste de victimes qui a alimenté hier la colère des jeunes émeutiers. En octobre 82, Wahid Hachichi (Vaulx-en-Velin) et Ahmed Bouteija (Bron)

sont tués. En novembre 82, le policier Bernard Taffine abat Mohamed Abidou. Non-lieu. Le 6 mars 85, Barded Barka, 15 ans (Vaulx-en-Velin) est tué lors d'un contrôle. Policer muté. Mustapha Kacir (Vaulx-en-Velin) est abattu par deux gendarmes en juin 85. Pas de suites judiciaires. En septembre 85, Noredine Mechta est achevé par les surveillants d'une boîte de nuit. Aziz Bougheza, à Moins, tombe en juin 87, lui aussi sous des balles de gendarme. Farid Oumrani, 17 ans, est tué à l'automne 88 d'une balle dans le dos par un chauffeur de taxi. En décembre 89, Abdallah Bouafia, 42 ans, père de deux enfants, meurt à Lyon des suites des tortures infligées par quatre vigiles. Le 9 août 90, Akim Merabet (Cremieu), 22 ans, est assassiné comme son frère, dix-huit mois plus tôt ”.

En énumérant ces noms, le journaliste replace l'émeute dans la continuité d'une autre histoire, celle des relations conflictuelles qui opposent les jeunes d'origine étrangère aux policiers. Pourtant, des morts qu'énumère le journal *Libération* dans les premières lignes de la première édition consacrée aux émeutes de Vaulx-en-Velin de 1990, on ne reparle plus, ni dans le reste du numéro, ni dans les numéros suivants. En revanche, la politique de réhabilitation est longuement détaillée dans l'article de la page de droite du numéro du 9 octobre intitulé “ les lézardes de la réhabilitation ”, ainsi que dans les numéros suivants.

Les quartiers de la politique de la ville prennent donc de plus en plus de place. Et ils sont définis en relation avec le diagnostic qui prévaut depuis la fin des années 1970 : ces cités à réhabiliter sont avant tout des quartiers dont il faut retisser le « lien social » par une action globale. Tout se passe finalement comme si l'émergence du “ problème des quartiers ” s'était opérée sur la base d'un oubli, ou plutôt d'un refoulement : celui de l'événement déclencheur des émeutes, la mort d'un jeune. Dans les tribunes de l'Assemblée Nationale et du Sénat où les élus discutent de la Loi d'orientation en 1991, l'évocation des émeutes est récurrente : lors des débats généraux qui précèdent la discussion des articles de loi, 21 prises de parole sur 30 à l'Assemblée Nationale font allusion aux événements. Au Sénat, 14 sur 19. Mais sur la mort de Thomas Claudio, le silence est quasi total à la tribune.

Rien, ou presque, n'est dit non plus sur les morts des trois autres jeunes qui déclenchent, à leur tour, les émeutes de Sartrouville où, le 26 mars 1991, un jeune meurt suite à l'interpellation par un vigile dans un supermarché et à Mantes-la-Jolie, où le 25 mai 1991, un autre décède d'une crise d'asthme lors d'une garde-à-vue. Alors même que la loi dont discutent les élus est élaborée en octobre 1990 en réponse aux émeutes, elles-mêmes déclenchées par la mort de Thomas Claudio, seul un député communiste, André Duroméa, évoque “ les événements dramatiques de ces derniers temps, que ce soit à Mantes-

la-Jolie où un jeune vient de trouver la mort”. Éric Raoult, député RPR, ne l'évoque que pour dire qu'il n'en parlera pas : “ ainsi qu'Alain Juppé l'a rappelé hier, l'opposition ne se livrera pas à une récupération de la mort d'un jeune ”.

Le symptôme d'un mal plus profond

L'interprétation par le devenir des “ quartiers ” relègue la mort de Thomas Claudio au second plan, et va, dans le même temps, opérer un second retournement : le passage du positif au négatif dans l'appréhension des quartiers d'habitat social. En effet, si les morts disparaissent progressivement des débats, les émeutes sont au contraire largement discutées : présentées comme des entités dotées d'une existence propre, dans lesquelles l'action des individus singuliers disparaît, elles sont interprétées comme l'expression d'une profonde irrationalité.

Ce second tournant discursif s'opère par le biais de trois métaphores. Les émeutes sont d'abord comparées à un phénomène naturel : l'incendie. Les mots de “ feu ”, “ flammes ”, “ s'embraser ” et “ incendie ” sont utilisés dans presque tous les organes de presse. “ Et la banlieue modèle s'embrasa ”, titre *Le Nouvel Observateur*. *Le Figaro* écrit le 9 octobre : “ Comme si, sourdement, on n'attendait qu'une occasion pour embraser les esprits ”. Dans l'édition du jour suivant, le journaliste parle de ces ensembles de la banlieue de Paris “ qui peuvent également s'enflammer après une étincelle ”. Les mesures promises par François Mitterrand sont présentées comme “ un contre-feu pour les banlieues ”, et *Le Monde* écrit, dans son édition du 9 octobre 1990 : “ On n'éteint pas facilement le feu quand il embrase aussi les âmes ”.

La suite des événements est parfois racontée sur le mode du bulletin météorologique : “ Étincelle dangereuse l'après-midi et retour de flammes en soirée ”, peut-on lire dans *Le Progrès de Lyon* du 9 octobre. À l'Assemblée et au Sénat, le “ débordement ” fait penser à une marée noire ou une inondation. Mais c'est toujours le même élément : le “ feu ”, l'“ incendie ”, les “ foyers qui s'allument ”.

La seconde métaphore est organique. L'émeute apparaît comme un corps victime d'une pathologie, d'une “ éruption ”, d'une “ frénésie ”, d'une “ fièvre ”. Dans *Le Figaro* du 9 octobre 1990, on lit : “ Vaulx-en-Velin a connu un accès de fièvre ce week-end, mais la cité-dortoir de la banlieue lyonnaise, comme la plupart des autres cités-dortoirs, est très

malade depuis longtemps ”.

Les élus qui débattent de la Loi d’orientation pour la ville quelques mois plus tard, en 1991, parleront de “ convulsion ”, d’ “ agitation ”, des “ secousses ”. L’état du malade est suivi et commenté chaque jour. Au bulletin météorologique succède le bulletin de santé : “ Calme relatif à Vaulx-en-Velin, petite poussée de fièvre à Vénissieux et Saint-Priest, la soirée n’a pourtant pas été de tout repos pour les forces de l’ordre, harcelées par des éléments isolés ”, écrit le journaliste du *Progrès de Lyon* le 10 octobre.

La situation dans les “ quartiers ” est décrite comme une pathologie ou alors comme un état d’esprit où se mêlent ennui et découragement. Ce qui ressort des articles de presse, c’est l’existence d’un état collectif qui alimente la colère des jeunes, mais surtout, un profond désespoir. Les termes de “ mal vivre ”, de “ mal vie ”, de “ désespoir ”, de “ désespérance ”, de “ malaise ”, de “ solitude ” et de “ désarroi ” suggèrent une maladie moins violente, surtout psychologique, mais non moins destructrice.

La violence est suggérée par cette troisième métaphore, la plus répandue, qui est à la fois militaire et mécanique. Elle est davantage présente dans les pages du *Parisien* que dans les autres quotidiens. L’édition du 8 octobre titre : “ Explosion de violence depuis quarante huit heures à Vaulx-en-Velin après la mort d’un jeune motard. Haine sur la ville ”. Mais ailleurs, on parle de la nouvelle de la mort qui “ se répand comme une traînée de poudre ”, qui “ va mettre le feu aux poudres ”. Au Sénat, on entend Gérard Larcher (RPR) déclarer que “ ces événements [...] sont les prémices d’une explosion qui ne manquera pas de survenir ”, tandis que le député Guy Malandain (PS) parle d’une “ bombe ”.

Occultation du « tort » et renversement de l’image des « quartiers »

De même que l’élargissement de la focale vers le “ quartier ” fait oublier la mort de Thomas Claudio, le discours métaphorique évacue l’enchaînement et les ressorts des actes dans lesquels sont engagés des individus spécifiques : policiers et jeunes. En évoquant des phénomènes naturels ou mécaniques, on laisse voir des processus qui ne renvoient à aucune logique sociale. Comme le déclenchement des émeutes, leur fin semble relever du hasard. Ce faisant, c’est toute la dimension revendicative et affirmative, au fondement de la politique de la ville, qui se trouve occultée, laissant la place à un registre essentiellement misérabiliste.

En effet, en passant sous silence le conflit qui oppose des acteurs particuliers, les

jeunes de Vaulx-en-Velin et les policiers, les commentaires contribuent à dépolitiser les émeutes. Et au fur et à mesure que ces images s'imposent, les acteurs disparaissent, ou plutôt se fondent dans un mouvement qui les dépasse. L'irrationnel devient la caractéristique principale des émeutiers. Le journaliste de *L'Express* parle de "fureur aveugle", tandis que le député socialiste Michel Berson explique que, "à la grève et à la lutte syndicale organisée succèdent la solitude, la délinquance, la violence aveugle et spontanée".

Les termes d'"émeutes", de "colère" et de "révolte" reviennent sans cesse lors des débats parlementaires, mais l'origine de la protestation n'est jamais rattachée à l'événement initial. La mort des jeunes est au contraire systématiquement décrite comme un simple "déclencheur", qui mettrait à jour un état général. Les émeutes deviennent des événements dont la signification déborde le contexte local de Vaulx-en-Velin et les événements qui s'y sont déroulés quelques jours auparavant. Détachées de cette conjoncture, elles sont décrites comme un "signe", un "symptôme", un "signal", un "révélateur" d'un mal plus grand, plus grave, plus profond, dont les hommes politiques se proposent de dire l'ampleur et la réalité. C'est le "signe auquel il nous faut savoir répondre", comme l'explique le ministre de la ville Michel Delebarre.

Détaché de toute cause, les émeutes sont rapportées à un mal plus profond, sur lequel vont se concentrer les discours. Quel est ce mal ? La catégorie de « quartier sensible » va prendre corps dans un schéma de description simple, axé sur le manque, le déficit et l'absence : le cumul de « handicaps », la concentration des « problèmes ». Ce second retournement – l'insistance exclusive sur le négatif - n'est pas anodin. Ce faisant, un des fondements majeurs de la politique de la ville s'efface : la valorisation des habitants des quartiers populaires. En effet, née de la contestation des politiques planificatrices et d'une mise en cause radicale d'une de leurs réalisations, les grands ensembles, la politique de la ville a fait de la participation un de ses mots d'ordre. Et ses animateurs, souvent issus du militantisme de l'après 68, notamment des luttes urbaines et de l'auto-gestion, estimant que de ces quartiers peut naître la possibilité du changement, vont imposer ce mot d'ordre comme méthode d'intervention urbaine.

Avec l'émeute de Vaulx-en-Velin, le mot « quartier » va prendre un autre sens. Ce n'est plus le lieu possible du changement et de l'invention de nouvelles formes d'engagement et de vivre ensemble. L'intervention des habitants va s'incarner dans une tout autre figure,

celle de l'émeute, c'est-à-dire de l'irrationalité et de la violence gratuite. La peur sociale suscitée par l'événement, la panique qu'il crée au sein du gouvernement, expliquent en grande partie ce retournement et la force d'évidence qu'il a prise. Mais ce retournement n'aurait pas été possible, et ne pouvait s'ancrer dans la politique de la ville (en la transformant radicalement) que parce qu'il traduit et s'accompagne d'autres phénomènes : la difficulté à organiser et animer concrètement cette participation dans les quartiers, mais aussi l'institutionnalisation progressive de la politique de la ville et la municipalisation des chefs de projet, progressivement recrutés en interne par les municipalités.

Enfin, les innombrables articles, revues, colloques qui sont produits au tournant des années 1990 vont donner une caution scientifique à ce retournement. Analysée à travers le paradigme de l'« exclusion », la situation des « quartiers » est progressivement déconnectée de mécanismes d'ensemble, engageant la société dans son entier (le racisme et la discrimination, mais aussi les politiques économiques dite de rigueur et le désengagement de l'Etat du secteur du logement). L'analyse se recentre sur des territoires précis, occultant alors le « tort »² subi par les habitants des quartiers d'habitat social, décrits à travers des caractéristiques qui ne sont plus que négatives : l'anomie, la galère et l'absence d'intégration³.

Les politiques sécuritaires impulsées depuis la fin des années 1990 marquent un nouveau tournant dans la représentation des classes populaires, alors clairement érigées en « classes dangereuses », responsables de leur sort. Il reste alors à se demander si ce regard criminalisant ne s'est pas nourri aussi de la représentation misérabiliste, homogénéisante et apolitique qui s'est imposée avec la catégorie de « quartier sensible » au début des années 1990.

² Pour reprendre l'expression de Jacques Rancière dans *La méésentente*, Paris, Galilée, 1995.

³ Sur le rôle joué par le paradigme de l'« exclusion » et les discours savants dans le retournement de l'image des quartiers. Sylvie Tissot, « Construction d'un problème, construction d'un réseau : l'« exclusion dans les quartiers » », in Christian Topalov (dir.), *La ville des sciences sociales*, Tome 2, Paris, Belin, à paraître, 2005.